

L'Europe est prête à mettre 30 milliards d'euros à disposition de la Grèce

L'euro était en hausse après l'accord trouvé, dimanche, pour surmonter la crise budgétaire

Il aura fallu des semaines de flou et d'hésitation. Mais les dirigeants européens ont finalement précisé, dimanche 11 avril, les conditions d'une aide financière à la Grèce. L'objectif est de rassurer les marchés, peu convaincus jusqu'ici par la viabilité du plan de sauvetage concocté de haute lutte, fin mars, par les Etats de la zone euro avec l'assistance du Fonds monétaire international (FMI).

« La décision d'aujourd'hui (...) montre qu'il y a de l'argent derrière », a souligné le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker, à l'issue d'une réunion en vidéoconférence des ministres des finances de la zone, convoquée d'urgence dimanche. Lundi 12 avril, l'euro bondissait à 1,3644 dollar, contre 1,34 vendredi, pour saluer l'annonce de ce plan de sauvetage.

Une réunion devait avoir lieu lundi dans la matinée, à Bruxelles, entre la Commission et des représentants du Fonds pour finaliser les derniers détails.

Plus de 40 milliards d'euros de prêts Le programme de prêts court sur trois ans. Pour la première fois, les Européens ont pu annoncer un montant : 30 milliards d'euros, qui seraient pris en charge par les pays de la zone euro lors de la première année. Les Etats-membres sont tous appelés à mettre des fonds à la disposition de la Grèce via des prêts bilatéraux. Leur participation au plan sera calculée en fonction de leur poids au capital de la Banque centrale européenne (BCE). L'Allemagne, très réticente à aider Athènes, en est le premier contributeur.

S'il on ajoute l'aide du FMI, censé assurer un tiers du financement du dispositif, l'enveloppe globale pour la première année pourrait atteindre jusqu'à 45 milliards d'euros. Les montants pour les années suivantes n'ont encore été décidés. Ils seront chiffrés en fonction de l'évolution de la situation en Grèce.

Un taux avoisinant les 5% C'était l'un des points d'achoppement du dispositif. Les pays de la zone euro accorderont des prêts à Athènes à un taux « autour de 5% » ;

a précisé le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Olli Rehn. Un soulagement pour la Grèce qui devait, ces dernières semaines, acquitter des taux dépassant les 7% sur les marchés obligataires pour ses emprunts à dix ans, du jamais vu depuis l'adhésion du pays à l'euro.

Le taux consenti à la Grèce n'est pas une « subvention », a pourtant insisté M. Rehn. Il est d'ailleurs plus élevé que ceux réclamés par les marchés au Portugal ou à l'Espagne, autres pays très endettés. C'était l'une des conditions posées par l'Allemagne, pour ne pas montrer trop d'indulgence envers un mauvais élève de la zone, et l'inciter à vite retourner sur les marchés.

Si la Grèce en fait la demande, le FMI, quant à lui, devrait proposer des prêts à trois ans à 3,25%.

Un déclenchement pas encore décidé Le plan de sauvetage se comprend comme un message d'apaisement adressé aux marchés. Le rendement des obligations grecques à dix ans était d'ailleurs retombé, lundi matin, à 6,57%.

Aucune décision d'activation n'a encore été prise et Athènes précisait dimanche vouloir continuer à emprunter normalement. Pourtant, malgré l'accord européen, tout reste très fragile. Vendredi l'agence Fitch a alimenté les tensions en dégradant à nouveau la note de la Grèce, à BBB -, assortie d'une perspective négative.

Les choses pourraient donc aller très vite. Un premier test aura lieu dès mardi : la Grèce doit lever 1,2 milliard d'euros de bons du Trésor à six et douze mois. Le pays doit emprunter environ 11 milliards d'ici la fin mai pour refinancer une dette qui se monte à quelque 300 milliards d'euros.

C'est à Athènes qu'il reviendra la décision de réclamer l'activation du plan. Mais le déclenchement ne sera toutefois pas immédiat. La Commission et la BCE devront d'abord dire s'ils jugent la requête justifiée. Celle-ci devra ensuite recueillir l'assentiment de l'ensemble des ministres des finances de la zone euro. ■

Marie de Vergès